

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSONNEL CIVIL DE L'ETAT

DU 10/07/85
DECRET N° 85/902 /MTE/FP/P/DGFP/DGPCE
Portant versement, reclassement et nomination de Monsieur OMBEROMA Bienvenu Attaché du Trésor le 4^e échelon.

LE PREMIER MINISTRE

VISAS :

Vu la constitution du 5 Juillet 1979 ;
Vu la loi 76/34 du 7 Décembre 1974 portant ratification de l'ordonnance 018/34 du 26 Août 1974 portant modification de certaines dispositions de la constitution du 5 Juillet 1979 ;

Vu la loi 16/62 du 6 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté 40/7/FP du 21 Juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret 58/26 du 30 Janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories BC DotE des fonctionnaires ;

Vu le décret 54/130/FP du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 52/185/FP du 5 Juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret 62/197/FP du 5 Juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret 52/198/FP du 5 Juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret 57/50/EP-BE du 24 Février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions des carrières et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

Vu le décret 74/470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret 62/196/FP du 5/7/62 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret 80/380 du 27 Décembre 1950 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret 54/366 du 6 Août 1964 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 54/566 du 13 Août 1964 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 54/760 du 20 Août 1964 portant organisation des intérimés des Membres du Gouvernement ;

Vu le rectificatif 84/523 du 19 Octobre 1964 au décret 84/56 du 16 Août 1964 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 05/280 du 5 Mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret 52/426 du 29 Décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services administratifs et Financiers -S.F- ;

Vu le décret 73/143 du 24 Avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République du Congo ;

101

Vu l'arrêté 1249/MTE/FPPS/DDFP/DGAE du 11 Février 1985 ;
autorisant certains fonctionnaires des Services Administratifs et Financiers (SAF) Professionnel à suivre les cours à l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM) filière Administration Générale ;

Vu l'arrêté 7264/TPG-DC-SA-Pers du 7 Août 1984 portant promotion des fonctionnaires des cadres des catégories A II et B des SAF (Trésor) ;

Vu la demande en date du 27 Mai 1985 ;

D) E C R E T E :

ARTICLE 1er : En application des dispositions combinées des décret n°S 62/426 du 29/12/1962 et 73/16 du 24/4/1973 susvisés, Monsieur OMBOUJA Bienvenu, Attaché du Trésor de 4^e échelon indice 810 des cadres de la catégorie A hiérarchie III des Services Administratifs et Financiers (Trésor) en service à la Présidence de la République à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM) option (Administration Générale) est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Administrateur de 2^e échelon indice 810 Acc = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté pour compter du 24 Janvier 1985 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage sera enregistré publié au JOC et communiqué partout où besoin sera./-

Brazzaville, le 10 JUILLET 1985

Par le Premier Ministre

Le Ministre du Travail, de l'Emploi
de la Jeunesse de la Fonction Publique
et de la Prévoyance Sociale

Bernard COMBO MATSICHE.-

Ange Edouard POUNGUI.-

APPLICTIONS :

JOC.....	1
DGFP/ABCD.....	6
DGB.....	3
BCF.....	6
SGCN/DC.....	2
DCS/DC.....	3
INT/DC.....	1